



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR202468

Objet : AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - VENTE AU DEBALLAGE

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,

Vu le code de la Justice Administrative pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R 623-2,

Vu la demande effectuée par Madame Valérie SOLEYROL - TOMIO, domiciliée au N°6 rue Jeanne Demessieux 30220 AIGUES-MORTES en date du 14 février 2024,

Considérant qu'il convient de règlementer l'occupation du domaine public,

Considérant qu'il incombe à l'Autorité Municipale, dans le cadre de ses pouvoirs de Police, de veiller à l'intérêt de l'ordre public et à la sécurité des usagers de la voie publique,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Maire d'Aigues-Mortes autorise Madame Valérie SOLEYROL-TOMIO à occuper le domaine public pour une vente au déballage le :

➤ **SAMEDI 02 MARS 2024 DE 14H00 À 18H00**

ARTICLE 2 :

La vente au déballage est autorisée sur le domaine public devant le domicile de la requérante :

➤ **N°6 RUE JEANNE DEMESSIEUX – 30220 AIGUES-MORTES**

ARTICLE 3 :

L'autorisation d'occupation du domaine public est accordée, à Madame SOLEYROL TOMIO, sous réserve du respect de l'intégrité des sols et du mobilier urbain compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.
Fax : 04.66.53.86.09

En cas d'anomalie, la Ville d'Aigues-Mortes se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

ARTICLE 4 :

La circulation des piétons et des véhicules doit se faire librement. Le bénéficiaire de l'occupation temporaire du domaine public qui ne respecte pas cette obligation se verra retirer son autorisation après constatation des services de la police municipale

ARTICLE 5 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le, 20 février 2024

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI

